

- **Nom**  
Fernandez
- **Prénom**  
Matthieu
- **Adresse**  
45 avenue de la République 94100 Saint-Maur-des-Fossés
- **Raison sociale**  
Animateur du comité local LaREM

### **Informations pratiques**

- **Intitulé de l'activité**  
La crise d'identité de l'Europe : quelles réponses à la montée du populisme et aux défis multiples qui se posent à l'Union européenne ?
- **Description de l'activité**  
Conférence-débat
- **Date et heure**  
Jeudi 20 septembre 2018, 19h
- **Lieu**  
Saint-Maur-des-Fossés, Maison du combattant
- **Nombre de participants**  
25
- **Catégories de publics présents**  
Toutes catégories

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**  
M. Thierry CHOPIN, directeur des études de la fondation Robert SCHUMAN et professeur à l'Université Catholique de Lille, ESPOL

## Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**  
Crise; populisme; institutions; compétences régaliennes; intégration par l'économie; valeurs; souveraineté européenne

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**  
Propos introductif de Matthieu Fernandez, animateur du comité

Si jusqu'à présent, l'UE est sortie plus forte des crises qu'elle a traversées, elle semble aujourd'hui parvenue à la fin d'un cycle. Les crises grecques et de la zone euro, celle des migrants, le Brexit et la montée des populismes révèlent des visions radicalement différentes, y compris sur des sujets que l'on pensait être au cœur de notre identité d'Européens : l'état de droit, la démocratie et la défense des libertés.

Les divergences sont multiples : entre le Nord et le Sud, autour de l'orthodoxie budgétaire ; entre l'Est et l'Ouest, autour des normes sociales et des valeurs ; entre l'Europe puissance et l'Europe marché ; entre les grands États et les petits, tentés par le dumping fiscal ; enfin sur la politique de défense.

Dans le même temps, l'UE est confrontée à des défis majeurs, qui dépassent largement les frontières des États : régulation de la mondialisation et lutte contre les pratiques commerciales agressives de la Chine ou des USA ; lutte contre l'évasion fiscale ; protection des consommateurs et de leurs données personnelles face aux géants du Net ; protection contre les ingérences dans le fonctionnement de nos démocraties et contre des tentatives de déstabilisation, voire d'annexion, comme en Ukraine ; protection contre le terrorisme ; régulation des flux migratoires ; lutte contre le réchauffement climatique.

Bref, voici venu le « temps des crises », selon le titre de Michel Serres.

Le désir de protection des citoyens nourrit la vague populiste, parce que des citoyens pensent que l'Europe, bien loin de les protéger, ne fait que saper les défenses qu'ils réclament. Mais n'est-il pas illusoire de considérer que nos États-Nations, à eux seuls, peuvent nous protéger face à ces défis mondiaux et à des puissances qui se mesurent à l'échelle de sous-continent ?

Quelle réponse l'Europe peut-elle apporter au désir de protection de nos concitoyens ? Comment doit-elle se réinventer pour y parvenir ? Répondre à ces défis à l'échelle appropriée ne nécessite-t-il pas que l'UE prenne sa part de souveraineté, à côté et en complément des États-Nations, pour jouer ce rôle de « levier d'Archimède » qu'attendait d'elle le Général de Gaulle ?

Sommes-nous parvenus à ce moment où, selon les mots de Jean-Claude Juncker dans son récent discours sur l'état de l'Union, « la géopolitique nous apprend que l'heure de la souveraineté européenne a définitivement sonné » ?

Intervention de Thierry Chopin

Dans le contexte complexe de crise actuelle, l'Union Européenne plonge-t-elle dans les heures sombres de sa construction ou bien au contraire voit-elle sa renaissance ? Le terme « crise » a souvent été utilisé pour qualifier la construction européenne. Toutefois l'actuelle crise marque une spécificité par rapport à la fracture européenne sur la Communauté Européenne de Défense (CED), aux crises budgétaires ou à l'échec du référendum de 2005. Nous assistons aujourd'hui à une crise existentielle au sens de la philosophe Hannah Arendt pour qui une crise correspond à une perte de repères : le passé ne nous permet plus de comprendre le présent, et il devient difficile de se projeter vers un avenir qui paraît incertain.

Pourquoi une crise existentielle ?

Ce ne sont pas les réformes, ni l'action des dirigeants qui sont uniquement mis en cause, mais les valeurs même sur lesquelles s'est construite l'Europe depuis 1945, du fait de la montée des nationaux-populismes et des nationalismes dans de très nombreux États membres. Comment expliquer ce recul ?

Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce climat d'incertitude. Sur le plan économique, la croissance n'apparaît pas durable, ce qui crée une crainte de déclassement, des incertitudes pèsent sur l'Italie et les tensions commerciales avec les États Unis créent de nouvelles incertitudes. Sur le plan politique, la difficulté à faire face aux défis régaliens pousse beaucoup de citoyens à être tentés par le repli sur l'État national. Le Brexit prouve la possibilité d'une réversibilité même si aucun autre pays, même eurosceptique, ne s'est engagé dans ce processus de désintégration. Alors que depuis 1989, on attendait une « fin de l'histoire » pacifique, l'incertitude sécuritaire et identitaire face notamment à la gestion des flux migratoires et aux menaces terroristes a provoqué de nouveaux motifs d'anxiété.

Tous ces facteurs mis bout à bout créent un contexte de pression majeure. D'autre part, les institutions nationales et européennes elles-mêmes se fragilisent davantage, par leur manque d'anticipation des crises, dont celle du Brexit particulièrement révélatrice. Face à ces crises non anticipées, les réponses sont hâtives et répliquent souvent d'anciennes recettes devenues inadaptées.

Par ailleurs, on se heurte aujourd'hui aux limites de l'intégration par l'économie. Dès lors la réforme de la zone euro apparaît peu audible pour les populations car trop technocratique et difficile à "vendre" aux partenaires européens de la France peu séduits par le projet d'un budget propre pour la zone euro.

L'audience des discours populistes – de droite ou de gauche – et la montée des courants extrémistes dictent l'agenda politique comme on l'a vu avec la crise migratoire de 2015. Cette pression fait courir le risque d'une renationalisation des politiques européennes. Différentes fractures se créent : Nord-Sud en économie, Est-Ouest sur les migrations (avec des pressions au Sud). Le couple franco-allemand lui-même s'est relâché. Au-delà même de ces clivages, les peuples eux-mêmes sont soumis à cette pression. Cette désunion prend le contrepied de l'objectif premier de la construction européenne : la pacification des peuples au lendemain de la Seconde

Guerre mondiale. Les divisions et l'insécurité favorisent la montée des populismes de gauche et de droite, accompagnés de discours radicaux sur le repli national présenté comme une solution alors même que les problèmes dépassent le cadre des nations. À la suite des attentats, le discours sur la fermeture des frontières et les critiques de l'espace Schengen sont entrés au cœur des débats européens et des négociations politiques entre les États membres, ce qui avive les tensions diplomatiques et remet en cause le droit fondamental de liberté de circulation.

Cette volonté se retrouve sur l'ensemble de l'Union européenne avec l'élection de plusieurs gouvernements nationalistes comme en Hongrie, la formation de coalitions populistes comme en Italie. Lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir, ces mouvements nationalistes dictent l'agenda politique et imposent les thèmes du débat public, laissant les partis modérés dans un état de réaction permanente qui fragilise leur légitimité.

Quels scénarii sont alors envisageables ?

Le repli national apparaît comme une solution attirante pour certains car elle répond directement au besoin de protection en prônant un renforcement de l'État régalien là où l'Union européenne n'a pas été conçue par ses États membres pour exercer ces fonctions régaliennes. Toutefois cette solution demeure dangereuse car les maux dont souffrent nos pays dépassent les nations.

Un deuxième scénario est tentant pour de nombreux gouvernements : une forme de statu quo même amélioré : on compte sur le retour de la croissance pour faire baisser la pression. Pourtant ce statu quo ne peut fonctionner sur la durée : la gouvernance européenne fonctionne plutôt bien en temps calme mais plutôt mal en temps de crise : lenteur des négociations, incertitudes sur les décisions à prendre. Sur la base de quel mandat quelques chefs d'État et de gouvernement seulement décideraient pour tous les autres ? La question centrale dans cette refondation de l'Union européenne est celle du leadership politique (ou du pouvoir exécutif, capacité de décision et d'action) et de la légitimité démocratique.

C'est pourquoi une autre solution s'offre aux ressortissants européens : l'Europe souveraine. Afin d'agir au niveau transnational et de répondre à la pression de la crise, l'Europe doit se doter d'une légitimité démocratique forte. Les chocs actuels ont un point commun. Ils touchent des fonctions régaliennes : monnaie, contrôle des frontières, sécurité, politique étrangère. Or l'Europe n'est pas dotée de compétences régaliennes dans ces domaines, en dehors de la monnaie pour les États membres de la zone euro. Il faut ainsi repenser les modalités d'exercice de telles compétences à l'échelle de l'UE en complémentarité de leur exercice au niveau national.

Débat : intervention des participants

La responsable Europe de LREM pour le département fait le bilan de la "grande marche" pour l'Europe et de l'organisation de la future campagne électorale pour les élections européennes.

Les leaders populistes sont trop entendus par rapport au chef du gouvernement avec une diffusion de vidéos et de fake news. D'après un témoignage, les débats en Italie tournent autour de la question de l'intérêt national.

Incertitude sur la place de l'Euro par rapport au dollar américain et de la place de l'Europe dans un contexte de recul des Etats-Unis. L'Europe a manqué de courage face aux exigences du Royaume-Uni depuis son adhésion.

Décalage culturel entre les peuples, comme par exemple la France et la Pologne sur des sujets comme l'homosexualité ou la PMA. La France est vue comme un repoussoir, ce qui a tendance à devenir le cas en Italie aussi.

Une volonté de recherche de protection se fait sentir mais comment conjuguer des fonctions régaliennes avec les règles européennes en vigueur aujourd'hui ?

La crise européenne pose également la question des limites du libéralisme, davantage ressenti comme une confiscation des richesses par certains que comme un régime de liberté. Il faut une analyse critique du libéralisme économique.

Manque de clarté des messages politiques au sujet de l'Europe. En effet, tout le monde n'est pas sensible aux messages véhiculés ou ne les comprend simplement pas, car ils demeurent trop techniques et peu clairs pour l'ensemble des citoyens. Politiques et militants doivent faire plus de pédagogie pour essayer de réduire cette distance. Les bienfaits et les apports de l'Europe ne sont pas suffisamment exposés.

Quel est le réel débat pour ces élections européennes ? Le clivage "nationalistes contre progressistes " est-il le plus pertinent ?

Tous les pays de l'Union européenne n'ont pas la même histoire. Ainsi des modèles de société s'affrontent, ce qui creuse le décalage culturel. Cette concurrence des cultures nourrit l'argumentaire nationaliste. Pour autant l'Europe s'est construite sur des valeurs communes à l'ensemble des pays membres, qui tendent parfois à être oubliées. Le clivage "progressistes contre nationalistes" existe mais doit être discuté. Que met-on derrière le mot progressiste ? Qu'est-ce que le progrès ?

Le mot progrès peut avoir une connotation trop économique. On peut se réclamer "progressiste" à droite comme à gauche de l'échiquier politique, même si c'est la gauche qui s'est le plus souvent emparée du terme.

Par ailleurs, ce clivage ne présente-t-il pas un risque en cas d'échec des « progressistes » aux prochaines élections européennes ?

Il serait préférable de se reconcentrer sur les valeurs qui ont construit l'Europe. Revoir le sens historique de ce qu'est l'Union européenne, de ce qu'elle a apporté et particulièrement la paix en Europe. Les valeurs qui font notre quotidien existent parce qu'elles sont défendues par l'Union européenne. Il nous reste à promouvoir ces valeurs qui doivent être énoncées et portées avec force politiquement.

Il faut se demander dans quelle société nous aimerions vivre et regarder ce que l'Europe nous apporte. Par exemple, l'Europe a une valeur ajoutée en matière de lutte contre l'évasion fiscale alors qu'un État européen seul ne peut lutter aussi efficacement ; de la même manière, la protection des données personnelles constitue un bon exemple de la plus-value de l'Union.

Il faut poser la question de ce qui nous rassemble aujourd'hui. Quels sont nos objectifs collectifs ? Même si les États membres de l'UE sont porteurs et défendent des intérêts nationaux spécifiques, les crises récentes ont révélé un degré d'interdépendance très

fort dans certains domaines : par exemple, la crise de la zone euro a mis en lumière que la stabilité financière était un intérêt commun des Européens ; de la même manière, la crise migratoire a montré que la protection des frontières extérieures de l'UE constitue également un objectif que les Européens partagent ; face à la Russie de V. Poutine et face à D. Trump, les Européens doivent défendre leurs intérêts communs. Si « l'union a fait la paix », aujourd'hui « l'union doit faire la force ».

Il faut également développer une réflexion et un discours « critique » sur les faiblesses et les limites du libéralisme. Du point de vue économique et social : il faut limiter la dérégulation financière qui peut accentuer les inégalités. Au niveau politique, il faut prendre en considération le fait que l'ouverture peut créer du désarroi et que le besoin d'appartenance et d'identité doit être pris au sérieux. Enfin, il faut répondre au sentiment de beaucoup de citoyens que leur voix ne compte pas.

- **Pistes de proposition formulées**

Centrer la campagne sur les valeurs de l'Europe afin de renvoyer à l'histoire et de disqualifier les populismes et les extrêmes qui devraient alors se justifier, insister sur les acquis de l'Europe et ses avantages au quotidien. Fédérer au-delà de nos frontières.

Parler d'« humanisme » au lieu de « progressisme », pour remettre l'homme au centre.

Oser contester les excès et les limites du libéralisme autour du thème « l'Europe qui protège ». L'objet du libéralisme est la création de richesses pour la réinvestir dans l'économie, le marché, voire dans des transferts sociaux ; il s'agit de réinvestissement dans un mécanisme collectif et non de captation par une minorité ou des monopoles.

Justifier le rôle des États et de l'Europe dans le sauvetage du système bancaire, rappeler la perte de souveraineté des États suite à la crise financière de 2008.

Thèmes qui devraient relever du niveau européen: environnement, sécurité, migrations, numérique, souveraineté économique et fiscale (extraterritorialité des règles de droit US/Europe / dollar/€), contestation des monopoles des GAFAM.